

Message Text

PAGE 01 STATE 238085

22

ORIGIN AF-08

INFO OCT-01 ARA-10 NEA-10 ISO-00 DHA-02 SIG-02 SS-15 INR-07

DODE-00 /055 R

DRAFTED BY AF/I:JDWHITING:JK

APPROVED BY AF/I:WHLEWIS

NEA/RA:SHOLLEY

ARA/RPP:GLISTER

D/HA:KHILL

----- 128660

R 250115Z SEP 76

FM SECSTATE WASHDC

TO AMEMBASSY ABIDJAN

AMEMBASSY ALGIERS

AMEMBASSY BAMAKO

AMEMBASSY BANGUI

AMEMBASSY BUJUMBURA

AMEMBASSY DAKAR

AMEMBASSY CONAKRY

AMEMBASSY COTONOU

AMEMBASSY KIGALI

AMEMBASSY KINSHASA

AMEMBASSY LIBREVILLE

AMEMBASSY LOME

AMEMBASSY NDJAMENA

AMEMBASSY NIAMEY

AMEMBASSY NOUAKCHOTT

AMEMBASSY OUAGADOUGOU

AMEMBASSY PORT LOUIS

AMEMBASSY RABAT

AMEMBASSY TANANARIVE

AMEMBASSY TUNIS

AMEMBASSY YAOUNDE

AMEMBASSY PORT AU PRINCE

UNCLAS STATE 238085

E.O. 11652: N/A

UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 238085

TAGS: SHUM, PFOR, PINS, PORG, EAID, EFIN

SUBJECT:FRENCH TRANSLATION OF HUMAN RIGHTS PROVISIONS OF
NEW SECURITY LEGISLATION

REFS.: STATE 232592, STATE 231122

1. FRENCH TRANSLATION OF HUMAN RIGHTS PROVISIONS OF SECURITY ASSISTANCE LEGISLATION CONTAINED STATE 23112 PROVIDED IN PARA TWO. PLEASE NOTE ABSENCE OF ACCENT MARKS.

2. CI-APRES FIGURE LE TEXTE DE LA SECTION 301 DE LA LOI DE 1976 CONCERNANT L'ASSISTANCE A LA SECURITE INTERNATIONALE ET LE CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES: "DROITS DE L'HOMME.

SECTION 301(A) LA SECTION 502B DE LA LOI DE 1961 SUR L'AIDE AUX NATIONS ETRANGERES EST MODIFIEE COMME SUI:

SECTION 502B DROITS DE L'HOMME--(A)(1) LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS, CONFORMEMENT AUX OBLIGATIONS INTERNATIONALES QUI LEUR INCOMBENT AUX TERMES DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET CONFORMEMENT A L'HERITAGE CONSTITUTIONNEL ET AUX TRADITIONS DES ETATS-UNIS, EST DE PROMOUVOIR ET

D'ENCOURAGER UN RESPECT ACCRU DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES POUR TOUS, SANS DISTINCTION DE RACE, DE SEXE, DE LANGUE OU DE RELIGION. A CETTE FIN, L'UN DES BUTS PRIMORDIAUX DE LA POLITIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS EST DE PROMOUVOIR UNE OBSERVATION ACCRUE PAR TOUS LES PAYS DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

(2) LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS PREVOIT EGALEMENT QUE, SAUF DANS LES CIRCONSTANCES STIPULEES A LA PRESENTE SECTION, AUCUNE ASSISTANCE A LA SECURITE NE PEUT ETRE FOURNIE A TOUT PAYS DONT LE GOUVERNEMENT SE LIVRE DE FACON CONTINUE A DES VIOLATIONS FLAGRANTES DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL.
UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 238085

(3) DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE SUSMENTIONNEE, LE PRESIDENT A POUR MANDAT DE FORMULER ET DE METTRE EN OEUVRE LES PROGRAMMES DES ETATS-UNIS PORTANT SUR L'ASSISTANCE A LA SECURITE INTERNATIONALE DE MANIERE A PROMOUVOIR ET A FAIRE PROGRESSER LES DROITS DE L'HOMME ET A EVITER TOUTE IDENTIFICATION DES ETATS-UNIS, PAR LESDITS PROGRAMMES, AVEC LES GOUVERNEMENTS QUI DENIENT A LEUR PEUPLE LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES FONDAMENTALES RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL, EN VIOLATION DU DROIT INTERNATIONAL OU CONTRAIREMENT A LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS ENONCEE A LA PRESENTE SECTION OU AUTREMENT.

(B) LE SECRETAIRE D'ETAT TRANSMETTRA AU CONGRES, EN TANT

QUE PARTIE DE LA DOCUMENTATION PRESENTANT LES PROGRAMMES D'ASSISTANCE A LA SECURITE PROPOSES POUR CHAQUE ANNEE BUDGETAIRE, UN RAPPORT DETAILLE ET COMPLET, ELABORE AVEC LE CONCOURS DU COORDONNATEUR CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES, CONCERNANT LES PRATIQUES EN MATIERE D'OBSERVATION ET DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL DANS CHACUN DES PAYS PROPOSES COMME BENEFICIAIRES DE L'ASSISTANCE A LA SECURITE. POUR DETERMINER SI UN GOUVERNEMENT TOMBE SOUS LE COUP-DES DISPOSITIONS DU PARAGRAPHE (A)(3) ET LORS DE L'ELABORATION DE TOUT RAPPORT OU DECLARATION AUX TERMES DE LA PRESENTE SECTION, IL SERA TENU COMPTE DES CONSIDERATIONS SUIVANTES:

(1) LES CONCLUSIONS PERTINENTES D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES COMPETENTES, Y COMPRIS LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES, TELLES QUE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE LA CROIX-ROUGE; ET

(2) LA MESURE DANS LAQUELLE LEDIT GOUVERNEMENT COOPERE EN PERMETTANT UNE PLEINE ENQUETE PAR UNE TELLE ORGANISATION AU SUJET DE VIOLATIONS ALLEGUEES DE DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

(C) (1) A LA DEMANDE DU SENAT OU DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS, PAR RESOLUTION DE L'UNE OU L'AUTRE DE CES UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 238085

DEUX CHAMBRES, OU A LA DEMAND DU COMITE SENATORIAL DES RELATIONS ETRANGERES OU DU COMITE DES RELATIONS INTERNATIONALES D E LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS, LE SECRETAIRE D'ETAT, DANS LES TRENTE JOURS APRES RECEPTION D'UNE TELLE DEMANDE, REMETTRA A CES DEUX COMITES UNE DECLARATION, ELABOREE AVEC LE CONCOURS DU COORDONNATEUR CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES, CONCERNANT LE PAYS DESIGNNE DANS UNE TELLE DEMANDE, ENONCANT:

(A) TOUS RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES SUR L'OBSERVATION ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES DANS CE PAYS, ET UNE DESCRIPTION DETAILLEE DES PRATIQUES DU GOUVERNEMENT BENEFICIAIRE EN CE QUI CONCERNE:

(B) LES MEASURES PRISES PAR LES ETATS-UNIS EN VUE DE

(I) PROMOUVOIR LE RESPECT ET L'OBSERVATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LEDIT PAYS ET DECOURAGER TOUTES PRATIQUES QUI VONT A L'ENCONTRE DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL, ET

(II) PORTER A L'ATTENTION, PUBLIQUEMENT OU EN PRIVE, LESDITES PRATIQUES, SSOCIER DE CES PRATIQUES LES ETATS-UNIS ET TOUTE ASSISTANCE A LA SECURITE FOURNIE AUDIT

PAYS;

(C) LA QUESTION DE SAVOIR SI, DE L'AVIS DU SECRETAIRE D'ETAT, NONOBTANT DE TELLES PRATIQUES --

(I) DES CIRCONSTANCES EXTRAORDINAIRES EXISTENT, NECESSI-

TANT LA CONTINUATION DE L'ASSISTANCE A LA SECURITE POUR UN TEL PAYS ET, DANS L'AFFIRMATIVE, UNE DESCRIPTION DE CES CIRCONSTANCES ET LA MESURE DANS LAQUELLE LADITE ASSISTANCE DEVRAIT SE POURSUIVRE (SOUS RESERVE DE TOUTES CONDITIONS QUE LE CONGRES POURRAIT IMPOSER AUX TERMES DE LA PRESENTE SECTION), ET

(II) SUR LA BASE DE TOUS LES FAITS, IL EST DANS L'INTERET NATIONAL DES ETATS-UNIS DE FOURNIR UNE TELLE ASSISTANCE;ET

UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 238085

(D) TOUS AUTRES RENSEIGNEMENTS QU'UN TEL COMITE OU UNE TELLE CHAMBRE POURRAIT DEMANDER.

(2)(A) UNE RESOLUTION DE DEMANDE AUX TERMES DU PARAGRAPHE

(1) DE LA PRESENTE SOUS-SECTION SERA ETUDIEE AU SEIN DU SENAT CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE LA SECTION 601 (B) DE LA LOI DE 1976 CONCERNANT L'ASSISTANCE A LA SECURITE INTERNATIONALE ET LE CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES.

(B) LE TERME "ATTESTATION," TEL QU'EMPLOYE DANS LA SECTION 601 DE LADITE LOI, DESIGNE, POUR LES BESOINS DE LA PRESENTE SOUS-SECTION, UNE RESOLUTION DE DEMANDE FORMULEE PAR LE SENAT AUX TERMES DU PARAGRAPHE (1) DE LA PRESENTE SOUS-SECTION.

(3) SI UNE DECLARATION CONCERNANT UN PAYS EST DEMANDEE EN VERTU DU PARAGRAPHE (1) DE LA PRESENTE SOUS-SECTION, MAIS N'EST PAS TRANSMISE SUIVANT LESDITES DISPOSITIONS DANS LES TRENTE JOURS SUIVANT LA RECEPTION D'UNE TELLE DEMANDE, AUCUNE ASSISTANCE A LA SECURITE NE SERA FOURNIE A L'AUDIT PAYS, SAUF TOUTE ASSISTANCE QUI POURRAIT PAR LA SUITE ETRE SPECIFIQUEMENT AUTORISEE PAR LA LOI EU EGARD A L'AUDIT PAYS, A MOINS QU'UNE TELLE AUTORISATION NE SOIT TRANSMISE ET JUSQU'A CE QU'ELLE SOIT TRANSMISE.

(4)(A) SI UNE DECLARATION CONCERNANT UN PAYS EST TRANSMISE AUX TERMES DU PARAGRAPHE (1) DE LA PRESENTE SOUS-SECTION, LE CONGRES PEUT ALORS EN TOUT TEMPS ADOPTER UNE RESOLUTION CONJOINTE AYANT POUR EFFET DE RESILIER, DE LIMITER OU DE CONTINUER L'ASSISTANCE A LA SECURITE POUR LEDIT PAYS. SI UNE TELLE RESOLUTION CONJOINTE EST ADOPTEE, LADITE ASSISTANCE SE TROUVERA AINSI RESILIEE, LIMITEE OU CONTINUEE SELON LE CAS.

(B) UNE TELLE RESOLUTION SERA ETUDIEE AU SEIN DU SENAT CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE LA SECTION 601(B) DE LA LOI DE 1976 CONCERNANT L'ASSISTANCE A LA SECURITE INTERNATIONALE ET LE CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES.

(C) LE TERME "ATTESTATION," TEL QU'EMPLOYE DANS LA SECTION 601 DE LADITE LOI, DESIGNE, POUR LES BESOINS DU UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 238085

PRESENT PARAGRAPHE, UNE DECLARATION TRANSMISE AUX TERMES DU PARAGRAPHE (1) DE LA PRESENTE SOUS-SECTION.

(D) POUR LES BESOINS DE LA PRESENTE SECTION --

(1) L'EXPRESSION "VIOLATIONS FLAGRANTES DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL" COMPREND LA TORTURE OU UN TRAITEMENT OU CHATIEMENT CRUEL, INHUMAIN OU DEGRADANT, LA DETENTION PROLONGEE SANS INCULPATION NI PROCES, ET AUTRE FLAGRANT DENI DU DROIT A LA VIE, A LA LIBERTE OU A LA SECURITE PERSONNELLE

(2) L'EXPRESSION "ASSISTANCE A LA SECURITE" DESIGNE --

(A) L'ASSISTANCE PREVUE AUX TERMES DU CHAPITRE 2 (ASSISTANCE MILITAIRE) OU DU CHAPITRE 4 (ASSISTANCE PROTEGEANT LA SECURITE) OU DU CHAPITRE 5 (EDUCATION ET ENTRAINEMENT MILITAIRES) DE LA PRESENTE PARTIE OU DE LA PARTIE VI (ASSISTANCE AU MOYEN-ORIENT) DE LA PRESENTE LOI;

(B) LES VENTES D'ARTICLES OU DE SERVICES DE DEFENSE, L'ATTRIBUTION DE CREDITS (Y COMPRIS LA PARTICIPATION AUX CREDITS ET LA GARANTIE DE PRETS) AU TITRE DE LA LOI CONCERNANT LE CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES;

(C) TOUTE LICENCE EN VIGUEUR CONCERNANT L'EXPORTATION D'ARTICLES DE DEFENSE OU DE SERVICES DE DEFENSE A L'USAGE OU POUR LE COMPTE DES FORCES ARMEES, DE LA POLICE, DU SERVICE DES RENSEIGNEMENTS OU AUTRES FORCES DE SECURITE INTERIEURE D'UN PAYS ETRANGER EN VERTU DE LA SECTION 38 DE LA LOI CONCERNANT LE CONTROLE DES EXPORTATIONS D'ARMES.

(B) LA SECTION 624 DE LA LOI DE 1961 SUR L'AIDE AUX NATIONS ETRANGERES EST MODIFIEE EN LUI AJOUTANT LA NOUVELLE SOUS-SECTION FINALE CI-APRES:

(F)(1) IL EST CREE AU DEPARTEMENT D'ETAT UN POSTE DE COORDONNATEUR CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES. LE COORDONNATEUR SERA NOMME PAR LE UNCLASSIFIED

PAGE 07 STATE 238085

PRESIDENT, AVEC L'AVIS ET SUR LE CONSENTEMENT DU SENAT. IL REpondra DEVANT LE SECRETAIRE D'ETAT DES QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET AUX AFFAIRES HUMANITAIRES (Y COMPRIS LES QUESTIONS CONCERNANT S REFUGIES, LES PRISONNIERS DE GUERRE ET LES MEMBRES DWS FORCES ARMEES DES ETATS-UNIS PORTES DISPARUS) DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE. LE SECRETAIRE D'ETAT S'ACQUITTERA DE LA RESPONSABILITE QUI LUI INCOMBE EN VERTU DE LA SECTION 502B DE LA PRESENTE LOI PAR

L'INTERMEDIAIRE DU COORDONNATEUR CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES.

(2) LE COORDONNATEUR CHARGE DES DROITS DE L'HOMME ET DES AFFAIRES HUMANITAIRES OBSERVERA ET PASSERA EN REVUE DE MANIERE CONTINUE TOUTES QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET AUX AFFAIRES HUMANITAIRES (Y COMPRIS LES QUESTIONS CONCERNANT LES REFUGIES, LES PRISONNIERS DE GUERRE ET LES MEMBRES DES FORCES ARMEES DES ETATS-UNIS PORTES DISPARUS) DANS LA CONDUITE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE, Y COMPRIS --

(A) LA COLLECTE D'INFORMATIONS DETAILLEES CONCERNANT LES AFFAIRES HUMANITAIRES ET L'OBSERVATION ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL DANS CHAQUE PAYS TOMBANT SOUS LE COUP DES DISPOSITIONS DE LA SECTION 116 ET DE LA SECTION 502B DE LA PRESENTE LOI;

(B) L'ELABORATION DES DECLARATIONS ET DES RAPPORTS AU CONGRES PREVUS AUX TERMES DE LA SECTION 502B DE LA PRESENTE LOI;

(C) LA PRESENTATION DE RECOMMANDATIONS AU SECRETAIRE D'ETAT ET A L'ADMINISTRATEUR DE L'AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL CONCERNANT LE RESPECT DES DISPOSITIONS DE LA SECTION 116 ET DE LA SECTION 502B DE LA PRESENTE LOI; ET

(D) L'ACQUITTEMENT DE TOUTES RESPONSABILITES QUI SERVENT A PROMOUVOIR UN RESPECT ACCRU DES DROITS DE UNCLASSIFIED

PAGE 08 STATE 238085

L'HOMME RECONNUS SUR LE PLAN INTERNATIONAL DE LA PART DE TOUS LES PAYS. END OF TEXT. KISSINGER

UNCLASSIFIED

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 16 SEP 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: RACIAL DISCRIMINATION, HUMAN RIGHTS, TRANSLATIONS, PROCEDURAL SECURITY
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 25 SEP 1976
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: n/a
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01 JAN 1960
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1976STATE238085
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: AF/I:JDWHITING:JK
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Film Number: D760362-1070
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1976/newtext/t197609108/baaaeqfy.tel
Line Count: 323
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Office: ORIGIN AF
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 6
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: n/a
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: cahillha
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 12 FEB 2004
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <12 FEB 2004 by MaustMC>; APPROVED <08 OCT 2004 by cahillha>
Review Markings:

Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
04 MAY 2006

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: TRANSLATION OF HUMAN RIGHTS PROVISIONS OF
TAGS: SHUM, PFOR, PINS, PORG, EAID, EFIN
To: ABIDJAN
ALGIERS
BAMAKO
BANGUI
BUJUMBURA
DAKAR

CONAKRY
COTONOU
KIGALI
KINSHASA
LIBREVILLE
LOME
NDJAMENA
NIAMEY
NOUAKCHOTT
OUAGADOUGOU
PORT LOUIS
RABAT
TANANARIVE
TUNIS
YAOUNDE
PORT AU PRINCE
Type: TE

Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 04 MAY 2006